

OGEC PHILIPPINE DUCHESNE ITEC BOISFLEURY
SIEGE SOCIAL : 38 700 CORENC
118 AVENUE DE L'EYGALA

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2024

Assistance
à la gestion

Comptabilité
& fiscalité

Ressources
humaines

Audit

Gestion de
patrimoine

Protection
sociale

Juridique

Accompagnement
international

Teorem A2C

29 avenue Félix Viallet, 38000 GRENOBLE / T. 04 75 69 28 50 / audit@gallo.fr / www.gallo.fr

SAS au capital social de 933 400 € inscrite à la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Dauphiné-Savoie
RCS Grenoble B 410317101 - SIRET : 41031710100039 - TVA intracom. : FR72410317101 - NAF : 6920Z

OGEC PHILIPPINE DUCHESNE ITEC BOISFLEURY
Siège social : 38 700 CORENC
118 avenue de l'Eygala

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2024

A l'assemblée générale de l'association **OGEC PHILIPPINE DUCHESNE ITEC BOISFLEURY**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **OGEC PHILIPPINE DUCHESNE ITEC BOISFLEURY** relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Grenoble, le 4 février 2025

Le Commissaire aux Comptes

TEOREM A2C

Sébastien CHIRAT



Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/08/2024			31/08/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	93 003	102 390	(9 387)	1 358
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	1 054 213		1 054 213	1 054 213
	Constructions	15 336 112	8 969 482	6 366 630	7 056 531
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	7 428 343	6 548 837	879 506	998 402
	Autres immobilisations corporelles		19 244	(19 244)	
ACTIF CIRCULANT	Immobilisations corporelles en cours	76 237		76 237	5 252
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.	1 000		1 000	1 000
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	63 095		63 095	66 221
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	11 375		11 375	11 375
	TOTAL (I)	24 063 378	15 639 952	8 423 425	9 194 352
COMPTES DE REGULARISATION	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	286 169	7 020	279 149	9 939
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	493 483		493 483	583 209
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	2 516 899		2 516 899	2 911 246
	DISPONIBILITES	1 137 276		1 137 276	705 785
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	55 639		55 639	46 268
	TOTAL (II)	4 489 467	7 020	4 482 446	4 256 447
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
COMPTES DE REGULARISATION	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		28 552 844	15 646 973	12 905 872	13 450 799
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				11 375	11 375
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/08/2024	31/08/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	14 859	14 859
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	791 558	791 558
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	2 238 530	2 234 654
	Excédent ou déficit de l'exercice	206 356	3 876
	Total des fonds propres (situation nette)	3 251 303	3 044 947
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	2 827 377	3 132 661
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	2 827 377	3 132 661
	Total des fonds propres	6 078 680	6 177 608
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		15 210
	Provisions pour charges	320 161	325 741
	Total des provisions	320 161	340 951
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	5 647 645	6 007 578
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	193 097	206 449
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	176 035	230 029
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	163 916	145 645
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	52 874	115 069
	Autres dettes	267 580	220 862
	Produits constatés d'avance	5 883	6 607
	Total des dettes	6 507 031	6 932 240
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		12 905 872	13 450 799
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		206 355,82	3 876,06
(1) Dont à moins d'un an		1 006 278	6 725 791
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			288

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros		31/08/2024	31/08/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	3 726 038	3 331 651
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 659 516	1 773 488
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	24 925	19 558
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	52	586
Total des produits d'exploitation		5 410 532	5 125 283
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	1 266	7 332
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	(1 254)	(2 775)
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	2 677 015	2 393 859
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	183 527	186 637
	Salaires et traitements	1 247 190	1 182 342
	Charges sociales	609 470	494 179
	Dotation aux amortissements et dépréciations	910 670	972 913
	Dotation aux provisions		15 210
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	5 809	278
Total des charges d'exploitation		5 633 692	5 249 974
RESULTAT D'EXPLOITATION		(223 161)	(124 691)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros		31/08/2024	31/08/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(223 161)	(124 691)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	146 092	44 435
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	146 092	44 435
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	96 251	100 964
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	96 251	100 964
RESULTAT FINANCIER		49 841	(56 529)
RESULTAT COURANT avant impôts		(173 319)	(181 220)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	73 226	3 749
	Sur opérations en capital	328 327	347 862
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		153 041
	Total des produits exceptionnels	401 553	504 652
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	11 209	283 757
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		31 756
	Total des charges exceptionnelles	11 209	315 512
RESULTAT EXCEPTIONNEL		390 344	189 140
Participation des salariés aux résultats			
	Impôts sur les bénéfices	10 669	4 044
TOTAL DES PRODUITS		5 958 177	5 674 370
TOTAL DES CHARGES		5 751 821	5 670 494
EXCEDENT ou DEFICIT		206 356	3 876
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
	Dons en nature		
	Prestations en nature		
	Bénévolat		
	TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens		
	Prestations		
	Personnel bénévole		
	TOTAL		

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **12 905 872 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **5 958 177 euros** et un total **charges** de **5 751 821 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **206 356 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/09/2023** et finit le **31/08/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les recommandations de la Fnogec, les dispositions du code de commerce, ainsi que des règlements ANC 2014-03 et ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

INFORMATIONS GENERALES

L'association des familles OGEC Lycée Philippine DUCHESNE-ITEC BOISFLEURY est réparti sur 2 sites :

- Le site de Corenc sise au 118 Avenue de l'Eygala - 38700 CORENC (SIEGE SOCIAL) : accueille le lycée général et technologique, ainsi que les classes préparatoires.
- Le site de La Tronche sise au 76 Grande Rue - 38700 LA TRONCHE (établissement secondaire) : accueille le lycée professionnel, ainsi que les formations de BTS et de licence.

L'OGEC présente également la particularité d'être le propriétaire immobilier des deux sites. Les terrains et les constructions sont ainsi inscrits à l'actif du bilan pour une valeur brute globale de 16.4M€ au 31-08-2024.

L'association a pour principal objet d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

MOYENS MIS EN OEUVRE :

Personnel enseignant mis à disposition par l'Etat, Personnel salarié OGEC, Locaux scolaires.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Néant

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Informations générales complémentaires

Les subventions- d'équipement allouées par les collectivités territoriales en vue de l'acquisition d'immobilisations ont été rapportées au compte de résultat selon le taux en vigueur pratiqué pour les immobilisations concernées.

Le plan d'investissements pluriannuel mis en place sur les exercices précédents, dans le cadre des normes applicables aux deux établissements pour l'accessibilité et pour la sécurisation des bâtiments, se poursuit.

Conformément aux préconisations de la FNOGEC, les travaux de rénovations, d'entretiens pluriannuels et de mises aux normes sont provisionnés dès l'approbation par le conseil du PPI.

La constitution de cette provision est étalée dans le laps de temps courant entre l'approbation du PPI et la date de réalisation des travaux. Cette provision s'élève à la différence entre le montant des dépenses et la subvention octroyée.

A l'achèvement des travaux, en accord avec les directives des organismes financeurs, ces dépenses font l'objet d'une immobilisation et d'un amortissement sur la durée indiquée. Parallèlement, les subventions et les provisions font l'objet d'une reprise sur une durée similaire.

Il est à noter que la FNOGEC recommande pour sa part une prise en charge immédiate de ces travaux, avec une reprise intégrale de la provision et de la subvention.

Les deux méthodes conduisent, à terme, à un résultat identique.

A compter de la clôture du 31 août 2017, l'association a retenu la méthode préconisée par la FNOGEC pour les nouvelles dépenses du PPI.

Les activités annexes de l'école (voyages, sports...) ont été comptabilisées en charges et en produits lorsqu'elles sont terminées.

Les soldes des activités restent en dette tant que la direction ne s'est pas positionnée sur les modalités de leur apurement.

L'ogec est propriétaire des terrains et des locaux sur lesquels l'enseignement est pratiqué, si l'association devait assumer la charge d'un loyer celui-ci serait estimé à 723 947€. Il correspond au coût économique de mise à disposition des locaux et a été évalué en appliquant un taux de 4% à leur valeur de reconstruction à neuf, estimée à 18M€ en appliquant un coût moyen de construction de 1576€ par m² à une surface de 11485m².

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/08/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	93 003					93 003
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	93 003					93 003
CORPORELLES	Terrains	1 054 213					1 054 213
	Constructions sur sol propre	7 707 381					7 707 381
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	7 628 731					7 628 731
	Instal technique, matériel outillage industriels	7 358 972		69 371			7 428 343
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier						
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	5 252		70 984			76 237
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	23 754 549		140 355			23 894 905	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence	1 000					1 000
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	66 221				3 126	63 095
	Prêts et autres immobilisations financières	11 375					11 375
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	78 596				3 126	75 470
TOTAL		23 926 149		140 355		3 126	24 063 378

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/08/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	91 646	10 745		102 390
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	91 646	10 745		102 390
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	4 752 535	541 645		5 294 180
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	3 527 046	148 255		3 675 302
	Instal technique, matériel outillage industriels	6 360 570	188 267		6 548 837
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier		19 244		19 244
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14 640 151	897 411		15 537 562
TOTAL		14 731 796	908 156		15 639 952

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

31/08/2024

1 an au plus

plus d'1 an

CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	11 375	11 375	
	Clients, usagers douteux ou litigieux	7 020	7 020	
	Autres créances clients, usagers	279 149	279 149	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	3 489	3 489	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	345 795	345 795	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	144 199	144 199	
	Charges constatées d'avance	55 639	55 639	
	TOTAL DES CREANCES	846 666	846 666	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

31/08/2024

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	5 647 645	339 989	984 831	4 322 825
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	176 035	176 035		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	1 057	1 057		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	113 667	113 667		
	Impôts sur les bénéfices	11 520	11 520		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	37 671	37 671		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	52 874	52 874		
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	267 580	267 580		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	5 883	5 883		
	TOTAL DES DETTES	6 313 934	1 006 278	984 831	4 322 825
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		359 422			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/08/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	80 103		5 580	74 523
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	245 638			245 638
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	15 210		15 210	
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	340 951		20 790	320 161
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations {incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	7 801	2 514	3 295	7 020
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	7 801	2 514	3 295	7 020
	TOTAL GENERAL	348 752	2 514	24 085	327 181
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			2 514	24 085	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/08/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/08/2024
Fonds propres sans droit de reprise	14 859				14 859
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	791 558				791 558
Autres réserves					
Report à nouveau	2 234 654	3 876			2 238 530
Excédent ou déficit de l'exercice	3 876	(3 876)	206 356		206 356
Situation nette	3 044 947		206 356		3 251 303
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	3 132 661		224 620	529 904	2 827 377
Provisions réglementées					
TOTAL	6 177 608		430 976	529 904	6 078 680

Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en **euros**

Fonds dédiés clôture 31/08/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/08/2024	
		Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

NEANT

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/08/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		5 883	5 883
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			5 883

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/08/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		55 639	55 639
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			55 639

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros 31/08/2024

Total des Produits à recevoir		733 326
Autres créances clients		267 187
Clients, adhérents, usagers-Factures à établir	267 187	
Autres créances		466 139
PREVOYANCE SALARIES	2 789	
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENT	44 471	
SUBV INVESTISSEMENT A RECEVOIR	21 737	
REGION-Subventions d'exploitation à recevoir	279 588	
DIVERS - CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR	2 356	
INTERETS COURUS A RECEVOIR	115 199	

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/08/2024

Total des Charges à payer		86 217
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		5 818
INTERETS COURUS	5 818	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		15 900
FOURNISSEURS	15 900	
Dettes fiscales et sociales		1 037
DETTES PROVISIONNEES POUR CONGES A PAYER	695	
CHARGES SOCIALES SUR CONGES A PAYER	342	
Autres dettes		63 462
AUTRES CHARGES A PAYER	63 462	

Concours publics et subventions

31/08/2024	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Etat exprimé en euros						
Concours publics et subventions						
Concours publics		670 830	964 529			1 635 359
Subventions d'exploitation		562			23 595	24 157
Subventions d'investissement			23 043			23 043
TOTAL		671 392	987 572		23 595	1 682 559

Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
Etat	670 830	562	
Département			
Autre (Taxe apprentissage)		23 595	
Région	964 529		23 043
Totalisation	1 635 359	24 157	23 043

Engagements financiers

Etat exprimé en euros		31/08/2024	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus				
Avals, cautions et garanties				
Engagements de crédit-bail				
Engagements en pensions, retraite et assimilés				
Indemnité de fin de carrière			74 523	
			74 523	
Autres engagements				
Total des engagements financiers (1)			74 523	
(1) Dont concernant :				
Les dirigeants				
Les filiales				
Les participations				
Les autres entreprises liées				

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
Hypothèses de calculs retenues : départ à la retraite à l'initiative du salarié; Age de départ 64 ans ; Méthode ANC 2021; turn over faible; ttaux d'inflation + taux d'actualisation, (inflation incluse) : 3%

Détail - Avals, cautions et garanties

Engagements financiers - Avals, cautions et garanties	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Totalisation		

Détail - Engagements en pensions, retraite et assimilés

Engagements financiers - Engagements en pensions, retraite et assimilés	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Totalisation		

Annexe libre

Etat exprimé en **euros**

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 15 900€

Effectif moyen

		31/08/2024	Interne
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		42
	Professions intermédiaires		12
	Employés		7
	Ouvriers		
	TOTAL		61